

Questions orales

● (1125)

LA RECONNAISSANCE ÉVENTUELLE DU NOUVEAU RÉGIME

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, le premier ministre suppléant sait que les ministres du Commonwealth se réunissent aujourd'hui. Ils ont tous déclaré qu'ils ne veulent pas reconnaître le nouveau régime. Le premier ministre suppléant essaie-t-il de nous dire que le Canada adoptera une attitude différente de celle des autres pays membres du Commonwealth de notre hémisphère et qu'il reconnaîtra le nouveau régime après un certain temps? Malgré le coup d'État atroce qui a eu lieu à la Grenade, le Canada reconnaîtra-t-il le nouveau régime après un certain temps?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre d'État (Relations extérieures)): Non, madame le Président, j'ai dit exactement le contraire. J'ai dit qu'avant de décider s'il convient ou non de reconnaître un nouveau gouvernement nous devons notamment tenir compte du comportement de ce gouvernement envers les pays voisins. Bien entendu, nous pourrions par exemple prendre une décision à ce sujet en observant et en consultant les pays voisins sur les mesures qu'ils comptent prendre. Si, pour diverses raisons, tous les pays voisins de la Grenade décident de ne pas reconnaître le nouveau régime pendant un certain temps, c'est-à-dire pendant longtemps, je suis certain que le Canada tiendra compte de cet important facteur avant de prendre une décision.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA POSITION DU GOUVERNEMENT SUR LA MISE À L'ESSAI DES MISSILES DE CROISIÈRE

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Madame le Président, en l'absence du premier ministre, je voudrais adresser ma question au premier ministre suppléant. Le premier ministre aurait, dit-on, formé un groupe de travail chargé d'étudier les moyens d'apaiser les tensions entre l'Est et l'Ouest et le gouvernement va, en outre, dit-on, dépenser quelque \$500,000 cette année dans le cadre d'un programme de vérification portant sur la course aux armements. Le premier ministre suppléant peut-il nous dire, à nous et aux nombreux Canadiens qui manifesteront en faveur du désarmement nucléaire en fin de semaine, comment le gouvernement peut concilier, d'une part, son désir d'obtenir des méthodes de vérification et d'autre part, sa décision de permettre l'essai des missiles de croisière, missiles dont la caractéristique la plus typique et la plus inquiétante est justement qu'ils échappent à toute vérification?

M. Stevens: Comme dans le cas des SS-20.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre d'État (Relations extérieures)): Madame le Président, au Canada, nous n'avons aucune difficulté à concilier ces deux notions, car nous avons décidé, de concert avec nos alliés de l'OTAN, d'adopter une double approche consistant à nous défendre de façon adéquate d'une part et à faire tout en notre pouvoir pour obtenir la paix, le désarmement et le reste, d'autre part. Ces deux notions sont donc faciles à concilier et je suis persuadé que 99 p. 100 des Canadiens l'ont déjà fait.

En ce qui a trait au groupe de travail, son existence n'a rien d'étonnant. Lors du sommet de Williamsburg, les divers dirigeants avaient promis de faire tout en leur pouvoir—des termes plus colorés avaient été utilisés à l'époque—pour obtenir la paix et, surtout, certaines formes de désarmement. Le groupe de travail s'inscrit donc parfaitement dans ces engagements. Le premier ministre demande aux diplomates qui nous représentent dans le monde entier leur point de vue sur la façon d'apaiser les tensions entre l'Est et l'Ouest. C'est là le but que poursuit ce groupe de travail et le premier ministre, lors de son passage à Guelph, dans quelques jours, aura la possibilité de nous en dire plus long à ce sujet.

M. Blaikie: Madame le Président, quand le gouvernement cessera-t-il de nous dire que cette mesure s'inscrit dans le cadre de nos accords avec l'OTAN? Tous les experts nous ont dit que cela n'avait aucun rapport avec l'OTAN. Il y a d'autres façons pour le gouvernement d'accroître ses engagements envers l'OTAN.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE RECONSIDÉRER SA DÉCISION SUR LA MISE À L'ESSAI DES MISSILES

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Madame le Président, nous entendons le premier ministre suppléant affirmer, à l'instar du premier ministre, sa foi dans les négociations en vue du contrôle des armements, négociations dont beaucoup d'experts comme, par exemple, Elva Myrdal, prix Nobel de la paix l'an dernier, affirment qu'elles ne sont d'aucune utilité pour réaliser un désarmement nucléaire véritable. Est-ce que le gouvernement veut bien reconnaître maintenant, à la veille de cette fin de semaine au cours de laquelle nous espérons que le premier ministre prononcera un discours à peu près potable à Guelph, que ces négociations sont de peu de valeur, qu'elles ne sauraient tenir lieu d'une action courageuse pour sortir la planète du remous nucléaire?

Est-ce que le premier ministre suppléant veut bien affirmer aujourd'hui, au nom du gouvernement, la volonté de ce dernier de reconsidérer les essais du missile de croisière? Voudrait-il également nous dire quelle est la position du gouvernement au sujet d'autres formules, par exemple le gel des essais, du déploiement et de la mise au point d'armes nucléaires nouvelles? Cela s'appelle «l'étouffement», pour le cas où le vice-premier ministre et le premier ministre ne sauraient pas ce que ce mot veut dire.

● (1130)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre d'État (Relations extérieures)): Madame le Président, le député pensait évidemment beaucoup plus à préparer sa seconde question qu'à écouter la réponse que j'ai donnée à la première. J'ai parlé d'une double approche. La plupart de ceux qui réfléchissent à ces problèmes, et ils sont très nombreux, ont fini par se dire qu'il est tout à fait logique d'essayer de se protéger du mieux possible. C'est là une décision dictée par la prudence. Mais, en même temps, on n'épargne rien pour faire naître un esprit de collaboration dans la recherche de la paix par le désarmement. Voilà ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré l'autre jour.